

Budget : reculer pour mieux sauter

Christian Carpentier
ÉDITORIALISTE EN CHEF

Tous les gouvernements du pays se sont accordés sur le programme de stabilité 2018-2021, ce vendredi. Et tous s'en sont gargarisés. Mazette : c'est la première fois que cela arrive depuis que cet exercice a été rendu obligatoire par l'Europe, en 2013. Même la très discrète ministre du Budget, la libérale Sophie Wilmès, a voulu y voir le signe que le modèle belge pouvait encore « très bien fonctionner ».

Ce qu'on aura moins mis en valeur, c'est le prix à payer pour cet accord. Il est très simple à résumer : à tous niveaux, il n'est plus question d'un retour à l'équilibre budgétaire pour 2018 ou pour 2019. L'objectif est désormais 2020. La date ne vous parle pas ? Évidemment : cela tombera fort opportunément après le retour aux urnes de 2019, quand il s'agira de rebattre les cartes tant pour le niveau fédéral que pour celui des entités fédérées.

Il y a fort à parier que ce retour à l'équilibre, alors, ne se fera pas d'un coup de baguette magique. Et que la tentation sera grande d'en présenter la facture au citoyen, auquel on aura bien entendu promis l'inverse, durant la campagne électorale. C'est d'autant plus à craindre que tous les niveaux de pouvoir seront alors dans un scénario confortable pour ne pas dire idéal : plus d'élections avant 2024 ! Le schéma parfait pour prendre des mesures impopulaires.

L'embellissement de la conjoncture pourrait-il aider à adoucir la pilule ? C'est la seule chose encore à espérer. Car dans le cas contraire, on n'aura fait que reculer pour mieux sauter. ●